

Les obligations incombant relatives à l'information et à la protection du consommateur

1. Les designers, membres de l'UDB, n'accepteront pas de mission et ne poseront aucun acte susceptible de porter atteinte à l'éthique de la profession et à la dignité du titre.
2. Avant toute mission, il est établi un contrat écrit, indiquant les droits et les obligations mutuels des parties. Les desiderata du donneur d'ordre y sont clairement décrits.
3. Le montant des honoraires ou la méthode de leur calcul y est également indiqué en fonction de l'importance et de la portée de la mission, de même que la possibilité de leur révision éventuelle en fonction de circonstances déterminées de commun accord.
4. Toutes les circonstances connues à même d'affecter le coût des travaux ou leur qualité ou susceptibles d'avoir une incidence sur les droits et obligations du client doivent être portées à la connaissance de celui-ci.
5. Sans préjudice des informations imposées par d'autres dispositions légales ou réglementaires, tous les documents professionnels du titulaire contiennent : nom et prénom, la mention du titre et dans le cas échéant l'indication de son inscription sur la liste des titulaires visée à l'article 3 de la loi du 13 juillet 2006 relative aux commissions et commissions de recours compétentes en matière de port du titre professionnel d'une profession intellectuelle prestataire de service.
6. Le designer utilise les moyens et possibilités à sa disposition pour adapter et compléter ses connaissances professionnelles.
7. Le designer personne physique assume personnellement sa responsabilité civile professionnelle conformément au droit commun et sa responsabilité contractuelle. Il assume également cette responsabilité pour tout acte professionnel posé dans le cadre des activités d'une ou plusieurs personnes morales, sauf si cette ou ces personnes morales sont assurées en responsabilité civile professionnelle.

Activités commerciales

Pour chaque mission à lui confiée, la prestation de services du designer doit être clairement séparée de toutes autres activités commerciales, quel que soit le statut sous lequel ces dernières sont exercées.

Discrétion

Hors les cas prévus par la loi, le designer est tenu de traiter toutes les informations obtenues dans le cadre de l'exercice de sa profession de manière confidentielle et il se conforme au prescrit de l'article 458 du code pénal. Il veille à ce que ses collaborateurs respectent les mêmes règles.

Publicité

- Les publicités et publications rédactionnelles des Designers contiendront des informations vraies, contrôlables, et conformes à la dignité de la profession.
- Le Designer pourra autoriser son client à utiliser son nom dans un but de promotion de produits conçus ou de services fournis, mais de manière appropriée au statut de la profession.

Responsabilités du Designer envers ses confrères

- Le Designer n'acceptera pas sciemment une mission en cours de réalisation par un autre Designer, sans l'en avertir préalablement.
- Le Designer ayant conclu une mission dans un pays étranger à la Belgique acceptera de respecter le code déontologique des associations professionnelles nationales concernées, pour autant que ces associations soient membres de fédérations internationales reconnues.